

LETTRE OUVERTE À UN ÉCONOMISTE

Gilles Gagné

(Texte écrit en 1984, à la suite d'une interpellation publique intempestive dont l'auteur fut l'objet.)

-Le mouvement keynésien

-L'usage d'arguments relevant du keynésianisme au Québec

Le mouvement keynésien

Vous vous présentez à moi comme le détenteur patenté d'un savoir à caractère ésotérique concernant la véritable nature du keynésianisme et sa perversité. C'est votre droit le plus élémentaire de vous adonner à des arguties théologiques à propos de la vraie signification de ce que Keynes a vraiment dit et sans doute l'exercice de ce droit rend-il justice à vos capacités; mais il arrive que ceux qui ne sont pas victimes des révélations inédites et des illuminations dont vous vous piquez d'être le bénéficiaire soient tenus, pour leur plus grand bien, de se faire une idée de la chose par des voies beaucoup plus sûres; il arrive, bref, que nonobstant le monopole de la corporation disciplinaire dont vous vous êtes institué le chien de garde, le vaste mouvement de pensée et d'action que fut le keynésianisme est parfaitement accessible à ceux pour qui l'étude de la société ne doit avoir aucun respect pour les corridors étroits du savoir administré ou pour les petites jalousies académiques: encore moins pour les identités personnelles terrorisées et stérilisées à tout jamais sur leur brindille de science, ceci soit dit en passant (si le chapeau vous va, ne vous gênez pas: contrairement au « lunch » qui depuis vingt ans fait roter de nombreux « savants », c'est gratuit). Voici donc quelques exemples de textes qui ont sans doute fait l'objet d'une fuite dans le public puisque je n'ai pas eu besoin de votre permission pour en prendre connaissance: Hugh Dalton, un mauvais informateur évidemment, puisqu'il a suivi les cours de Keynes et qu'il a eu recours à ses services lorsqu'il était à l'Échiquier, dit que:

The new approach to budgetary policy owes more to Keynes than to any other man. Thus it is just that we should speak of the "Keynesian revolution". (...) We may now free ourselves from the old and narrow conception of balancing the budget no matter over what period, and move towards the new and wider conception of balancing the whole economy¹.

¹ *Principles of Public Finances*, Londres, Routledge & Paul, 1954, p. 221.

Dans un passage sur « le nouveau rôle de l'État » Buchanan, qui fait pourtant partie de votre famille immédiate, impute tous les péchés du monde au keynésianisme :

The Keynesian captures of the economists, therefore, carried with it a dramatically modified role for the state in their (sic) vision of the world. In this new vision, the state was obliged to take affirmative action toward ensuring that the national economy would remain prosperous, action which could, however, be taken with clearly defined objectives in view.

Without Keynes, modern budgets would not be quite so bloated, with the threat of more to come, and inflation would not be the clear and present danger to the free society that it has surely now become.

The legacy or heritage of Lord Keynes is the putative intellectual legitimacy provided to the natural and predictable political biases toward deficit spending, inflation, and the growth of Government.

The full employment act becomes law in the United States in 1946. The President's Council of Economic Advisers was created, reflecting the political recognition of the enhanced role of the economists and of economic theory after Keynes².

Peut-être est-ce votre intérêt pour les idées pures qui vous a détourné de cette chose vulgaire et profane que fut le mouvement keynésien?

As codified for the million over three decades by Samuelson's text book and its many imitators, Keynesian theory (or rather neo-Keynesian conventional wisdom) emphasized that markets could be relied upon to function much as neoclassical theory promised, as long as aggregate demand was sustained. Unemployment could be reduced to some hard core rate — say 3 percent for the United States — by injecting the economy with appropriate fiscal stimuli via Government spending³.

Les implications de la théorie keynésienne (telle qu'elle fut comprise objectivement, c'est-à-dire réellement, historiquement) sont donc simples : « if demand is right, supply will look after itself ». Votre malheur, apparemment, c'est de faire partie de ceux qui savent que cette interprétation était mal fondée : maintenant que la fausse interprétation appartient à l'histoire, cependant, la vraie est condamnée au délire privé. Voici encore un exemple de la fausse interprétation :

² *Democracy in Deficit: the Political Legacy of Lord Keynes* (James M. Buchanan et Richard E. Wagner), New York, Academic Press, 1977, p. 24, 28 et 29.

³ James W. Dean, «The Dissolution of the Keynesian Consensus», *The Public Interest*, Numéro special de 1980, *The crisis in Economic Theory*, p. 20.

Ainsi donc (selon les classiques), les investissements publics devaient être cantonnés dans certaines limites, afin que la productivité et le niveau de vie puissent être accrus en priorité. Encore une fois, cette attitude est logique, pourvu que l'on se trouve dans le cas particulier visé par les économistes classiques, c'est-à-dire dans celui où l'épargne est automatiquement investie. Mais si, en situation de plein emploi, l'épargne *désirée* est supérieure à l'investissement *désiré*, l'investissement public cesse d'être une mauvaise chose en soi; il peut au contraire devenir une bonne chose. En effet dans une telle situation, on peut tout aussi bien maintenir l'emploi en accroissant les investissements publics ou même les dépenses publiques de consommation qu'en accroissant l'investissement privé ou la consommation privée⁴.

Toutes ces belles paroles reviendront tout à l'heure dans notre « industrie » locale d'enquêtes publiques :

Granted the Keynesian premises, the message translated into the language of vulgar keynesianism, was simple in the extreme. Put crudely it was that any consumption which maintained aggregate demand at a level at which resources would be fully employed was good. Keynes had dealt a death blow at the old ideas of prudence and saving; consumption was the new watchword⁵.

Keynes, nous dit aussi Barraclough, ne fut pas la seule source du keynésianisme; mais avec le « fearsome weapon of aggregate demand management », il lui a fourni sa pièce centrale. Telle est la vision qu'ont les « sociologues » du mouvement keynésien : ils se fient à ce qu'en disent Hansen, Dalton, Samuelson ou Galbraith et vous laissent tout seul avec la vérité; ils croient donc que le keynésianisme tournait autour de la responsabilité de l'État en matière de gestion économique globale, que son but était de pallier aux insuffisances de la demande et que son maître mot était la consommation.

Mais vous n'êtes pas seulement la police de la vraie théorie keynésienne; vous êtes aussi un éminent représentant, à ce qu'on me dit, des sciences comptables (ou autrement administratives) dans le domaine de l'industrie de la santé. À propos de « l'industrie » de la santé, il faut dire en passant que la blague commence à être un peu usée et que vous auriez intérêt à vous pencher sur « l'économique », comme vous dites, des idées neuves dans votre propre « industrie » idéologique. « Le rationnel » de ma suggestion, ici, c'est que ça fait cent ans que des gens pleins d'imagination « étendent » les fameux concepts néo-classiques à toutes les branches de « l'industrie » humaine et il semble que la substance originale soit devenue très mince dans le processus de cette extension. Je ne sais pas comment se porte la productivité marginale de la théorie, mais je suis sûr que c'est seulement parce qu'elle ne coûte rien qu'elle est encore en exploitation. On l'a étendue récemment

⁴ Michael Stewart, *Keynes*, Paris, Éditions du Seuil, Collection Points, 1967, p. 120.

⁵ Geoffrey Barraclough, « The Keynesian Era in Perspective », in *The End of the Keynesian Era : Essays in the Disintegration of the Keynesian Political Economy*, dirigé par Robert Skidelsky, New York, Holmes & Meier, 1977, p. 106.

aux rapports matrimoniaux, à « l'industrie » de la fabrication des personnes et, de là, à toute « l'industrie » des rapports sociaux; j'imagine que cela fait de la concurrence pour l'industrie scolaire, pour l'industrie de la santé, pour l'industrie politique, pour l'industrie de l'homicide et pour toutes les autres PME (petites et moyennes économiques). Mais revenons à « l'industrie » de la santé; la fureur qui m'a valu votre hystérie, vos insultes, et vos mises en garde ulcérées (de la part d'un inconnu qui avait tout intérêt à le demeurer, ce n'est pas rien) aurait été déclenchée par le fait que j'ai associé industrie de la santé et keynésianisme. Sachez d'abord que je me soucie de l'industrie de la santé comme de votre première couche et qu'il s'agit là d'un domaine pour lequel j'entends bien vous laisser massager le data à votre saoul; pas de problème de concurrence de ce côté-ci, donc (calmez-vous), et c'est en toute modestie que j'utiliserai à l'occasion le résultat de vos peines pour fins d'illustration (*cum grano salis*). J'ai parlé cependant, je l'avoue, de la mise en place d'un système « intégré », comme on disait, de sécurité sociale au Canada et au Québec et j'ai référé aux études et aux enquêtes gouvernementales qui ont prélué à ces changements en disant que le keynésianisme (avec la théorie du capital humain) y jouait le rôle d'une légitimation scientifique, et cela, après avoir montré qu'il fallait comprendre l'ensemble des interventions étatiques d'après-guerre dans le cadre général du mouvement de la *new economic*. Puisque vous avez cru bon, à cause de cela, faire un détour pour me donner du « vous-autres-les-sociologues » et du « t'as-pas-le-droit-de-dire-ça », je vais vous montrer une petite partie de votre ignorance.

L'usage d'arguments relevant du keynésianisme lors de la mise en place des services de santé au Québec

Pour rester au Québec dans les années soixante, partons du *Premier rapport du comité de recherche sur l'assurance santé* (déposé en janvier 1966). Opposant aux théories économiques du siècle passé (« libéralisme économique ») la situation contemporaine, les auteurs disent :

« À l'heure actuelle il nous apparaît évident que le développement économique des sociétés occidentales a dépassé le stade où l'issue de la course entre la production et la consommation était incertaine. Présentement, notre économie produit suffisamment pour assurer un niveau élevé de consommation et permettre en même temps une rapide accumulation de capital de production. En réalité, le problème qui se pose maintenant en est autant, sinon davantage, un de consommation que de production. Quelle quantité de ressources doit-on affecter à la consommation? Quels biens seront consommés dans quelles proportions et comment sera partagée cette consommation entre les citoyens? Ces problèmes relativement nouveaux se posent quotidiennement et il est généralement accepté qu'ils ne peuvent être résolus de façon satisfaisante par le seul jeu des initiatives personnelles. La complexité et le dynamisme de nos sociétés modernes rendent l'individu incapable de maximiser isolément et individuellement son propre bien-être et rendent également nécessaire

une action publique collective pour maximiser le bien-être de la société en général. » (Volume 1, p. 34)

L'année suivante la Commission d'enquête sur la santé et le bien-être social va reprendre en l'amplifiant ce que l'on appelait à juste titre « la *justification* économique de l'intervention de l'État ». La Commission travaille dans la perspective de l'intégration dans un régime unique des services de santé, des services de bien-être social, de l'hygiène mentale, des soins hospitaliers et des soins médicaux; ce régime, lui-même intégré à des politiques de revenu garanti, est destiné à former un système de sécurité sociale et de développement social, lui-même entendu simultanément comme but et comme moyen du développement économique; parlant, dans le premier tome, de l'assurance-maladie, les commissaires notent donc :

La commission situe sans réserve l'assurance-maladie dans le cadre de la sécurité sociale, puisque celle-ci constitue l'ensemble des moyens favorables au développement socioéconomique global dont il vient d'être question. (p. 5)

L'assurance-maladie, comme l'ensemble des régimes de sécurité sociale, est reliée au domaine de la politique économique et sociale. (p. 115)

Il est impossible de dissocier le domaine de la vie sociale de celui de la vie économique, car il y a une interdépendance profonde entre ces deux champs de l'activité humaine. (p. 20)

Les régimes de sécurité sociale, qu'ils accordent des prestations en nature ou en espèces, veulent combler l'écart entre les besoins des individus et les ressources financières dont ils disposent. (p. 20)

Les transferts effectués par les régimes de sécurité sociale sont susceptibles de devenir un facteur important du soutien de la consommation nationale. L'action sur la croissance et la productivité future du système économique s'exerce par l'investissement de ressources qui pourraient autrement être affectées à la consommation. Mais l'investissement de ressources doit être constamment soutenu par une demande de biens et de services dont tout le poids repose ultimement sur la consommation, finale. Le système économique recherche (sic) constamment un équilibre entre la consommation et l'épargne. Lorsqu'une économie entrevoit (sic) un fléchissement de la demande globale, celui-ci se reflète d'abord au niveau des projets d'investissement et la politique fiscale intervient alors, au moyen d'une réduction des impôts, pour donner préséance à la demande d'investissement sur la demande de consommation. À long terme, cependant, la dynamique de l'investissement repose sur la consommation.

Le transfert des revenus vers les familles ou les individus qui en ont le plus besoin devient à son tour un facteur de stabilisation de la consommation. (p. 21)

Tout cela n'a rien à voir avec le vrai keynésianisme selon le professeur « d'économique », le seul malheur étant que la pratique sociale et, avec elle, les techniciens de l'État, ne le savaient pas :

La maladie a un effet défavorable sur la demande globale de biens et de services, parce que le malade dispose d'un revenu diminué. Elle a aussi un effet défavorable sur l'utilisation des facteurs de productions qu'elle immobilise, causant par-là de sérieuses pertes économiques. Dans la mesure où le régime d'assurance-maladie contribuera à réduire l'absentéisme, l'incapacité totale ou partielle, et même la mort prématurée, dans la même mesure il aura un effet favorable sur la demande globale de biens et de services et sur l'utilisation des ressources. (p. 118)

Que ce genre d'argument biscornu soit tout à fait fumeux, même un « sociologue » s'en rend compte; mais si vous niez qu'il s'agit là de références au courant keynésien, c'est qu'il faut vous abandonner à votre sort et à vos propres arguments fumeux. À ce plan, peut-être convient-il de vous faire pleinement confiance.

L'évolution dans la structure de consommation crée de nouveaux besoins dans le secteur public. La contribution la plus importante de la sécurité sociale au développement à long terme est sans doute celle qui, par une intervention initiale dans les structures de consommation, favorise la croissance des investissements publics. Il y a lieu de distinguer entre les régimes qui accordent des prestations pour des fins non-spécifiques, telles les allocations familiales, et facilitent l'utilisation de différents types de services, comme l'éducation et les loisirs, et les régimes qui octroient les prestations pour des fins spécifiques ou offrent des services, tels que l'assurance-maladie. Ces derniers accroissent la part relative de la consommation desdits services et, par conséquent, les investissements publics dans ces secteurs.

Il est évident que cet élargissement du capital social se fait aux dépens de l'accumulation du capital privé, mais ce transfert équivaut simplement à corriger les mécanismes du marché de capitaux qui sont incapables d'introduire, dans l'allocation des ressources, le calcul des rendements sociaux. (p. 22)

L'effet à long terme de cet investissement et de cette consommation constitue le second pan de la légitimation économique de l'assurance-maladie; cette fois, c'est la théorie du capital humain qui est mise à contribution :

Jusqu'ici, nous avons surtout analysé l'assurance-maladie en tant que dépense de consommation, ainsi que les effets économiques qu'elle pourrait

avoir sur une courte période. L'assurance-maladie possède également un caractère d'investissement à long terme. En tant qu'investissement dans le capital humain, elle aura en longue période, des répercussions favorables importantes sur la croissance économique et pourra influencer profondément la relation entre le progrès économique et le progrès social. (p. 119)

Finalement, constatant que « l'assurance-maladie aura certes un effet favorable sur la demande de soins », les apprentis sorciers passent au domaine de prédilection des « industriels » de la santé, c'est-à-dire au domaine de la production des soins; il s'agit alors d'examiner la structure de ce système de production, de le rationaliser afin d'en contrôler les coûts unitaires et, bref, de créer un bel objet d'étude pour les futurs propagandistes du « no free lunch »; la cuisine quoi!

Comme nos idéologues sont convaincus qu'en proposant de remplacer le marché (pour ce qui est du recours au shaman), ils se trouvent à entreprendre une des tâches les plus audacieuses de toute l'histoire de l'humanité et comme Stigler a déjà presque gagné son prix Nobel sur l'importance de l'information dans le marché, ils sont tout heureux d'avoir à leur disposition, en l'espèce de l'idéologie de la participation, un « mécanisme » déjà tout prêt à prendre la relève de la fonction « informative » et de pouvoir, grâce à elle, boucler sur papier le système; vous voyez, dit le tome sur la santé, c'est « cybernétique » :

L'instauration d'un régime d'assurance-maladie au Québec offre une occasion unique de constituer le secteur de la santé en un tout intégré qui complétera harmonieusement la politique de bien-être et de sécurité sociale et de favoriser la *participation* des organismes et des personnes intéressées à ce secteur. (p. 126)

De la gestion économique, on passe ainsi à la gestion du système social; mais cette idéologie-là n'est manifestement pas de votre ressort puisque même celles qui relèvent de votre « branche » vous échappent : vous êtes donc condamné à vivre, comme une mouche vit dans le présent et un poisson dans l'eau, dans l'invisible certitude de vos croyances. Cependant, faites-moi le plaisir de garder dorénavant vos leçons pour ceux qui ne méritent pas mieux. J'espère pour vous qu'à l'avenir ceux que vous mordrez à la cheville (avant d'aller vous cacher dans votre bureau) auront pitié d'arguments aussi minces.

Gilles Gagné
Département de sociologie